

Contribution à la réunion de l'Alliance Progressiste à Montevideo -  
26/27 septembre 2019

## **Les risques, la dégradation et les mutations des démocraties en Amérique latine**

Il ne suffit pas de dénoncer le tournant politique conservateur et extrémiste qui touche un grand nombre de pays à l'échelle mondiale en tant que « nouveau fascisme ». Il est urgent de comprendre et de décrire ce que cela signifie et dans quelles conditions politiques et émotionnelles se produit la dégradation des démocraties. Dans quel contexte cela se produit-il ? Quelles forces dynamisent ces processus ? Comment leurs promoteurs dialoguent-ils avec les sociétés ? Quelles sont leurs méthodes ?

### 1. Crise de gouvernement, de partis et de représentation, sans ruptures apparentes du consensus démocratique.

L'une des plus grandes difficultés qui se posent à l'analyse et en particulier, à l'action politique dans la situation actuelle, semble être le fait que les mutations régressives des démocraties se produisent sans ruptures apparentes du consensus démocratique. Un consensus qui pour l'Amérique latine est le plus important de l'histoire politique de la région, auquel personne ne semble prêt à renoncer. Il ne semble pas non plus nécessaire qu'un acteur ait ouvertement défié la démocratie pour mener des politiques dégradant la qualité démocratique.

Au cours des deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, les sociétés des Amériques ont connu une expansion démocratique sans précédent. Celle-ci a lieu grâce à la visibilité et à la participation d'acteurs et de groupes sociaux d'intérêt négligés et marginalisés dans le passé (les oligarchies ont toujours contrôlé le jeu démocratique). L'expansion démocratique apporte sur la scène politique de nouveaux partis, de nouveaux sujets de l'agenda politique et de nouvelles affaires d'État. Dans le camp politique partisan l'expansion démocratique se traduit par une alternance de pouvoir, à travers le succès généralisé de vieux ou de nouveaux partis effrontés. Manifestement le PT au Brésil, le FA en



Uruguay, le PAN et le PRD au Mexique ; avec ses particularités et ses différences, ce mouvement de préférences politiques et électorales intègre également les triomphes du MAS en Bolivie, du PSUV au Venezuela, de la Révolution citoyenne en Équateur et du FMLN au El Salvador. Bien que la Concertation au Chili ne puisse être considérée comme un parti effronté, il a intégré le large éventail d'expressions connues sous le nom de « progressisme latino-américain ». Le triomphe du péronisme, devenu kirchnerisme, a également contribué d'une certaine manière à restituer la légitimité du système politique argentin qui avait été écarté pendant la crise de 2001, en recréant une option politique qui était une réaction au néolibéralisme menémiste des années 90.

Dans la deuxième décennie du siècle survient un tournant politique qui déplace la plupart de ces partis des gouvernements, en donnant lieu à autre chose qu'un changement d'orientation politique. Dans tous les cas, les crises de gouvernabilité coïncident avec la perte de capacité de représentation politique des partis, dans une spirale présentant les caractéristiques d'une crise systémique. La crise de la représentation ne s'exprime pas uniquement par la perte des élections. Les échecs électoraux sont probablement une conséquence de l'incapacité (accumulée pendant les années de gouvernement) qui siège dans les partis progressistes pour dialoguer avec les secteurs les plus dynamiques de la société, tels que la jeunesse, les mouvements féministes, les environnementalistes, entre autres.

En Amérique latine post-progressiste, différentes formes et degrés de dégradation des démocraties sont atteints sans les coups d'État traditionnels, par le biais d'élections et d'autres ressources du système (l'appareil judiciaire, les médias, etc.). Les vainqueurs capitalisent de manière non démocratique les malaises de certaines sociétés dont la démocratie a renforcé leur pouvoir d'action, la liberté d'expression, la conquête de droits sociaux anciens ou nouveaux et des niveaux d'enseignement supérieur plus élevés. Dans la plupart des cas, leurs discours sont axés sur des arguments anti-politiques et anti-système, même si les protagonistes sont des membres du système et des élites de longue date. Il est notoire qu'ils agissent en principe dans le cadre du consensus démocratique, mais aussi bien les formes d'accès au pouvoir que la manière de l'exercer impliquent des transformations régressives



de la densité et de la culture démocratique dans les sociétés. L'exemple le plus évident en Amérique du Sud est le Brésil, bien qu'il soit loin d'être le seul.

En ce qui concerne les caractéristiques des vainqueurs de ce tournant politique, il s'agit d'acteurs fondamentalistes du marché, de la méritocratie, de l'ordre et de la famille ; des nationalistes aussi extrêmes que nécessaire, des xénophobes et des pauprophobes ; installés dans la tranchée mondiale de lutte contre « l'idéologie du genre » et le féminisme. Ils construisent une hégémonie politique par des discours d'urgence, de panique morale et matérielle, ainsi que par des promesses de récupération d'anciens ordres idéaux contrecarrés par leurs ennemis politiques<sup>1</sup>. La promesse de la violence fait partie de leur discours pour conquérir le pouvoir, et l'exercice de la violence institutionnelle, symbolique et matérielle fait partie de leurs répertoires de gouvernement.

Le Venezuela et le Nicaragua présentent d'autres variantes de la dégradation démocratique, sans changer l'orientation politique des gouvernements. Dans les deux cas, sans rompre formellement le contrat politique des constitutions respectives, des spirales de violence d'État sont déployées (y compris des forces irrégulières au service des partis du gouvernement), des restrictions des libertés fondamentales et la fermeture des voies légitimes permettant aux autres forces politiques d'accéder au gouvernement. Les partis du gouvernement dans les deux cas s'appuient également sur des discours fondamentalistes, d'urgence et de panique.

## 2. Les rhétoriques ordre, foi, urgence et dégradation des démocraties.

Les processus que nous appelons ici dégradations des démocraties marquent pour le Latino baromètre la fin de la troisième vague démocratique. Pour cette raison, sa directrice définit 2018 comme l'*Annus Horribilis*<sup>2</sup>. Avec la perspective donnée par les événements consommés, il est possible de reconnaître les signes et les tendances qui

---

<sup>1</sup> Nous utilisons l'idée des fondamentalismes comme une suspension de la culture et du pouvoir de décision fondé sur l'urgence que la panique morale et matérielle installent dans les sociétés, au sens donné par la théologienne féministe Nancy Cardozo, veuillez consulter sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Bcy78w-RAg0>

<sup>2</sup> Veuillez consulter Marta Lagos sur <http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>



ont alimenté des changements politiques et culturels aussi radicaux et que les élites ne pourraient ou ne verraient pas. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, une mise en garde avait été lancée sur le « syndrome de consolidation démocratique caractérisé par une instabilité et une illégitimité croissante de la politique »<sup>3</sup>. Le Latino baromètre expose de longues séries d'enquêtes au niveau continental qui traduisent une tendance durable à ce que l'on pourrait appeler une réconciliation culturelle avec l'autoritarisme, illustrée par la préférence croissante pour des solutions non démocratiques, et en particulier le déclin continu du prestige des partis politiques, des gouvernements, des parlements, des syndicats et d'autres institutions de la démocratie ; contrairement au prestige accru des acteurs militaires, policiers ou confessionnels<sup>4</sup>. En d'autres termes, les discours de foi et d'ordre ont étendu leur influence dans les sociétés avant que des acteurs politiques importants ne les transforment en ressources pour la victoire. Les vainqueurs du tournant politique ont contesté l'établissement, pour la plupart progressiste, et l'ont vaincu par une escalade de discours mêlant violence et cynisme. Les voies qui mènent au pouvoir passèrent par la rupture explicite et brutale du consensus du politiquement correct en abordant les principaux problèmes sur lesquels un consensus laborieux avait été atteint : les droits des femmes, la lutte contre le racisme, la paix, les populations autochtones et le respect de l'environnement, pour ne citer que les plus évidents. Les extrémistes de droite ont utilisé contre ces agendas des répliques de violence proportionnelle au prestige que les sujets et leurs protagonistes avaient acquis jusqu'à présent. Et toujours dans le cadre de discours axés sur des questions extrêmement sensibles telles que les privilèges et la corruption des élites par opposition aux besoins des populations les plus vulnérables, l'insécurité et la violence, dans des combinaisons aussi sophistiquées que cyniques. Par exemple, les atteintes aux quotas accordées pour différentes raisons à l'accès aux études ou à l'emploi sont présentées comme des privilèges comparables aux inégalités sociales les plus honteuses. Les avancées dans le domaine des droits des femmes à différents niveaux sont résignées comme des formes de destruction de la morale et de la famille, c'est-à-dire de la société. En particulier, la lutte contre l'idéologie de genre est un fil

---

<sup>3</sup>Entre autres "Les partis politiques aujourd'hui en Amérique du Sud : consolidation ou crise?", de Marcelo Cavarozzi et Esperanza Casullo, 2002.

<sup>4</sup>Veillez consulter Rapport 2018 sur <http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>



conducteur pour toutes les expressions de toutes les variantes extrémistes déployées dans le monde.

La dégradation des démocraties est d'abord un processus discursif violent et moralisateur, qui repose sur des segments de la réalité et réorganise symboliquement leurs significations. Dans tous les cas, leur succès est lié à un engagement ferme des médias grand public tels des amplificateurs spectaculaires de la violence discursive.

### 3. Les perplexités et les réponses opportunistes et à court terme aux signes de crise démocratique

Les partis et les élites, en général, ont oscillé entre le déni et l'illusion de capitaliser les malaises sociaux à l'égard de « la politique » pour leurs intérêts immédiats. Ils ont réagi de manière plus compétitive que collaborative, entraînés par le court terme (gagner les élections) et sans pénétrer dans l'analyse critique du processus et de leurs propres performances. En tant que partis, ils ont commencé à agir selon la rationalité du marché, de la consommation, de la fourniture d'un bon service gouvernemental, plutôt qu'en tant que leaders intellectuels et dirigeants politiques<sup>5</sup>.

En l'absence d'une critique démocratique de la démocratie, les conditions émotionnelles et subjectives pour les régressions démocratiques des démocraties ont été mises à profit. Les malaises sociaux produits par le capitalisme contemporain ont été réorientés en critiques et en discrédit des acteurs politiques et ils fleurissent grâce à des discours anti-politiques utilisés pour capturer les scénarios de la politique démocratique. En particulier, les partis progressistes qui occupaient une place centrale dans les processus de régression et de déclin des démocraties de la région lorsqu'ils gouvernaient. La disponibilité du pouvoir politique aux niveaux national et régional était

---

<sup>5</sup> Le néolibéralisme fait du citoyen un consommateur. La liberté du citoyen cède à la passivité du consommateur. L'électeur, en tant que consommateur, ne s'intéresse pas vraiment à la politique, à la configuration active de la communauté. Il n'est ni disposé ni qualifié pour une action politique commune. Il ne réagit que *passivement* à la politique, en grognant et se plaignant. Comme le consommateur devant les marchandises et les services qui le déplaisent. Les politiciens et les partis suivent également cette logique de consommation. Ils doivent *fournir*. De cette manière, ils se dégradent en fournisseurs qui doivent satisfaire les électeurs en tant que consommateurs ou clients. "(Byung-Chul-Han; Psychopolitics. 2018. Les mots en italique sont ceux de l'auteur).



importante et les attentes collectives étaient proportionnelles à ce pouvoir. Aussi la frustration. Globalement, il est possible d'affirmer que le progressisme a mis au point des processus d'ajustement à la baisse des attentes et des promesses programmatiques, ce qui a eu des conséquences dans de nombreux domaines. Parmi celles-ci, deux très importantes sont : a) la dispersion de leurs bases sociales et politiques et b) le renforcement du pouvoir (dans tous les sens du terme) des adversaires et de leurs programmes de transformation. Les crises mondiales du début du XXI<sup>e</sup> siècle ont déclenché de nouvelles rhétoriques de restrictions et d'ajustements auxquelles ont été confrontées des sociétés où la conscience des inégalités et l'amélioration des conditions de vie se développaient. La frustration des attentes d'amélioration (de changement) à une époque d'importance vitale pour les personnes et leurs familles a provoqué une radicalisation de l'intolérance face aux anciennes et nouvelles inégalités. L'intolérance face à l'injustice n'est en aucun cas un sentiment conservateur. Toutefois, en l'absence d'une stratégie politique claire de progressisme, un malaise anti-système s'est développé et les acteurs conservateurs, extrémistes et fondamentalistes l'ont capitalisé.

#### 4. Les captures des démocraties par les entreprises.

Au stade actuel, le pouvoir des entreprises a acquis des formes articulées et organisées qui s'intègrent depuis le niveau transnational au plus immédiat de la vie quotidienne des personnes. Cela inclut le pouvoir de gouvernement.

- a. Il a étendu le pouvoir des *lobbies* grâce au financement de campagnes politiques de plus en plus coûteuses et moins programmatiques, il a saisi le domaine juridique, il a contrôlé les informations et la production universitaire et il a porté atteinte à la vie privée de toutes les personnes vivant dans des sociétés hypercommuniquées. La nouvelle carte du pouvoir financier des entreprises se manifeste par des actes de capture [un par un] des sphères les plus significatives, en utilisant soit les cadres existants, soit « l'extension conceptuelle des lois ». Les sociétés transnationales sont les agences de lobbying politique les plus efficaces, avec un pouvoir qui est renforcé par chaque acte d'expansion de leur véritable pouvoir, d'exploitation sans frontières des



ressources naturelles et des revenus fonciers.

- b. Les paradis fiscaux représentent des enclaves territoriales qui isolent l'État dans le cadre d'une hypothétique souveraineté territoriale et juridique. La dépendance croissante à l'égard de la rentabilité des enclaves financières, tant pour la réalisation des politiques de l'État que pour le renouvellement des crédits électoraux, constitue deux caractéristiques essentielles de la capture des entreprises.
- c. La perte [presque totale] de souveraineté apparaît comme une conséquence [naturelle] des nouvelles règles de la démocratie. Le discours du marché a presque complètement pris le pouvoir politique, en empêchant les dirigeants de mettre en œuvre des projets alternatifs, parce que leur capacité d'action est étouffée au sein des règles d'un jeu démocratique qui est maintenant financier.
- d. La capture des acteurs politiques devient efficace et rapide dans la mesure où la politique est devenue un phénomène de marketing, d'image et de spectacle (chaînes de télévision + réseaux). Cette capture est opérationnalisée par : a) la cooptation et l'achat des partis, en leur donnant des garanties de concurrence grâce aux énormes ressources économiques nécessaires pour élaborer des politiques et ; b) le pouvoir d'instituer les cadres de référence dans lesquels s'inscrit « le possible » par le biais de processus médiatiques, judiciaires et d'autres coalitions<sup>6</sup>.

##### 5. Les nouvelles coalitions de pouvoir

Tandis que les acteurs politiques traditionnels se divertissent en contestant les espaces de pouvoir selon des formes et des rationalités également traditionnelles, de nouveaux acteurs et coalitions construisaient progressivement des scénarios et des cadres de référence dans lesquels les sociétés prenaient les options politiques faisant l'objet

---

<sup>6</sup> L'exemple d'Odebrecht apparaît clairement lorsque l'on réfléchit à ce sujet, mais c'est seulement une expression pleine de baroque latin, d'un phénomène mondial.



de ces commentaires. Ces coalitions sont instables, ou du moins très flexibles, et rendent leur impact possible grâce à des interventions sur des questions qui dominent l'agenda contemporain ou que certains de leurs acteurs inscrivent à l'agenda. L'anti-féminisme, la lutte contre l'idéologie de genre et le familisme (la famille traditionnelle en tant que base de la société) sont des sujets qui semblent être les grands ordonnateurs des programmes conservateurs au monde. Également la corruption généralisée des élites (vol et inefficacité) et les insécurités individuelles et collectives (crime, travail, maladie, environnement) constituent une menace et non une responsabilité partagée). Globalement, ces coalitions s'articulent autour de la dramatisation de la corruption et des abus de pouvoir, des peurs, de la construction de l'inimitié et de la culture du mépris de tout ce qui est contraire. Ces émotions sont utilisées pour alimenter une subjectivité collective sujette à la radicalisation, à l'excès, aux solutions rapides, à l'intolérance à la différence, au mépris du débat raisonné et de la délibération sereine. En somme, le tableau émotionnel nécessaire et suffisant pour le triomphe des acteurs porteurs de discours anti-politiques et dégradants des attributs des démocraties matures. Dans ces coalitions, les médias (à titularité transnationale et concentrée, avec une place prépondérante pour les grandes plates-formes) sont des acteurs essentiels et irremplaçables. Les autres acteurs qui s'identifient comme des animateurs clés de la nouvelle anti-politique sont les sociétés transnationales, les sociétés religieuses et les acteurs de la violence légitime ou illégitime (forces régulières et irrégulières + pouvoirs judiciaires). Il est nécessaire d'insister sur le fait que ce ne sont pas des coalitions formelles, mais qu'elles deviennent viables dans le cadre de processus complexes, où l'action de certaines d'entre elles dans leurs propres champs d'action et intérêts renforce le pouvoir des autres. Ce sont des processus où le triomphe des expressions électorales de l'anti-politique semble être la conséquence d'autres transformations opérées auparavant dans le domaine du pouvoir contemporain, notamment dans les domaines culturel et émotionnel.

## 6. Un agenda ouvert

1. Compréhension : comprendre ce qui se passe (repenser, débattre, essayer de nouvelles voies sans craindre de se tromper... à nouveau)





2. Récit : préparer un récit progressiste du tournant politique conservateur
3. Initiative : récupérer l'initiative politique sur des questions clés pour la démocratie (réforme politique, judiciaire, systèmes de communication et liberté d'expression)
4. Alliances : ouverture au dialogue. Rechercher des acteurs collectifs qui proposent dans la théorie et la pratique des nouveautés démocratiques.
5. Démocratie : démocratisation de la vie de parti